



**Arrêté préfectoral n° 2025 – 206 du 7 février 2025 mettant en demeure la société
ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE – Site 2 de traiter les rejets atmosphériques
de composés organiques volatils de l'atelier de fabrication de panneaux sandwichs
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CONTRISSON**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009, modifié, autorisant la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement dans son usine (site 2) à CONTRISSON ;

Vu la visite de contrôle de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, effectuée par l'inspection des installations classées le 9 décembre 2024 sur le site 2 à CONTRISSON ;

Vu le message électronique du 16 décembre 2024 de la direction de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, s'engageant à mettre en place un incinérateur régénératif en sortie de la cabine de fabrication de panneaux sandwichs pour janvier 2026, et ainsi de se mettre en conformité avec l'article 27-7^a de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 15 janvier 2025, référencé SV-002-2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont copie a été transmise à la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 20 janvier 2025, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmis avec le rapport sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'article 27-7^a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, précité, fixe une valeur limite d'émission de rejets atmosphériques de composés organiques volatils (COV), à l'exclusion du méthane, en sortie de la cabine de fabrication de panneaux sandwichs à 110 mg/m³, pour un flux supérieur à 2 kg/h ;

CONSIDÉRANT que les deux derniers Plans de Gestion de Solvants du site 2 indiquent que les résultats des émissions de COV en sortie de la cabine de fabrication de panneaux sandwich sont les suivants, pour un flux supérieur à 2 kg/h :

- conduit circulaire : 387 mg/m³ en 2022 et 226 mg/m³ en 2023
- conduit rectangulaire : 395 mg/m³ en 2022 et 153 mg/m³ en 2023

CONSIDÉRANT qu'au regard de ces résultats, la valeur limite de 110 mg/m³ est largement dépassée et que la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE ne respecte pas la prescription ci-dessus ;

CONSIDÉRANT que la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE s'est engagée à mettre en place un incinérateur régénératif en sortie de la cabine P4, afin de traiter les émissions de COV, pour janvier 2026 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée du présent arrêté

La société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France, dont le siège social est fixé Site 1 – 55800 Contrisson, est mise en demeure, **sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'article 27-7^a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 au droit des rejets atmosphériques de la cabine de fabrication de panneaux sandwich situé dans l'atelier P4 du Site 2 qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CONTRISSON.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Information

Une copie du présent arrêté est adressée, pour information, à la mairie de CONTRISSON.
Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de CONTRISSON et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à titre de notification, à la société ARCELORMITTAL CF, Site 1, 55800 Contrisson ;

– à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
- Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- Mme la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- M. le Directeur de Cabinet – Bureau de défense et de protection civiles.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

Voies et délais de recours

(Application des articles L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration
et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse – 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Arche de la Défense – Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cédex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy 5, place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérecours citoyens* » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr